

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Paraît 10 fois par an – Rédaction/Administration: case postale 998, 1001 Lausanne – Le numéro: Fr. 4.00/Abt.: 40.– par an, payable au CCP 10-25925-4

Editorial

Les habituels «bienfaiteurs» du peuple suisse sont d'un naturel persévérant. Le «souverain» ayant manifesté en 2007 qu'il ne voulait pas d'un machin étatisé et bureaucratique appelé «caisse maladie unique et sociale», les adeptes de ladite ont décidé de revenir à la charge avec une «initiative pour une caisse publique d'assurance-maladie». Si celle-ci est acceptée – on votera le 28 septembre –, les Suisses seront enfin dotés d'une «assurance-maladie sociale» mise en œuvre par une «institution nationale unique», laquelle créera des «agences cantonales ou intercantionales» qui fixeront les primes, les encaisseront et paieront les prestations, étant bien entendu que les primes – uniformes dans chaque «agence», selon le texte allemand et lui seul, ce qui promet de belles empoignades – seront fixées sur la base des coûts de l'«assurance-maladie sociale». Ce merveilleux montage pseudo-fédéraliste devrait, à ce qu'on nous promet, conduire à une diminution des coûts de la santé et mettre de l'ordre dans la jungle que constitue l'actuel système

de soixante caisses maladie prétendument concurrentes.

Nous partageons l'avis des initiants sur un point: le système actuel n'est pas satisfaisant. En ce qui concerne l'assurance de base obligatoire, les caisses n'entrent en concurrence que sur la qualité de leur administration et la rapidité du remboursement des prestations. Reste à savoir si une caisse unique comportant plus de vingt «agences» ferait mieux. C'est fort improbable et les assurés n'auraient alors même plus le recours de se livrer aux joies du «tourisme» dans la fameuse jungle, pour, à tout le moins, payer les primes les plus basses.

La diminution des coûts de la santé annoncée, quant à elle, relève de l'utopie sinon du mensonge. Les organismes «sociaux» étatiques sont par définition des gouffres financiers, pour la bonne raison que les «fonctionnaires» qui les gèrent ne risquent pas la faillite: en cas de difficultés de trésorerie, il suffit d'augmenter les primes ou de diminuer les prestations, ce qui revient au même, pour que tout rentre dans l'ordre. Quant aux assu-

rés otages – la classe moyenne, une fois de plus –, ils ne manqueraient pas de «rentabiliser» leurs primes en se précipitant chez le médecin au moindre bobo, ce qui ferait inévitablement grimper les coûts de la santé et, par conséquent, les primes; spirale infernale...

Il y a d'autres arguments contre l'aberration qu'on nous propose, notamment la désinvolture avec laquelle le projet réduit les cantons au rang d'«agences» soumises au contrôle d'un organisme central et centralisateur, ce qui ne peut que donner de l'urticaire aux honnêtes fédéralistes.

Toutefois, rappelons-le, ce n'est pas entre un bien et un mal que devront choisir les citoyens suisses le 28 septembre, mais entre deux maux d'inégale gravité. Ce qu'il faudrait, c'est revenir à un système d'assurance-maladie facultatif avec véritable concurrence entre des caisses dont l'inventivité et les offres à la carte permettraient à chacun de s'assurer selon ses besoins ou d'assumer ses propres risques.

le pamphlet

De la paix à la guerre, en six mois

Le site internet du *Courrier de Russie* a publié le 18 juin deux articles intitulés respectivement *Réfugiés de Slaviansk à Kiev* et *Réfugiés de Slaviansk à Moscou*¹. Le premier relate la rencontre avec un couple qui, menacé par des militants séparatistes, a dû quitter en urgence sa maison et ses biens pour se réfugier dans la capitale ukrainienne, à l'Ouest donc. Le second rapporte les propos d'une jeune femme qui, elle, est partie avec ses deux enfants à l'Est, à Moscou, tandis que son mari restait – en partie par choix, en partie par obligation – pour se battre dans l'armée des insurgés.

Une première réflexion est que les médias russes, officines de désinformation contrôlées d'une main de fer par l'abominable Poutine, sont capables d'aller à la rencontre des gens des deux côtés de la ligne de front, de donner la parole aux deux camps qui s'affrontent, sans forcément juger et sans même censurer les détails peu flatteurs pour les milices «pro-russes». Les médias occidentaux, libres et démocratiques, se contentent pour leur part de rapporter en ricanant les déclarations du gouvernement russe et, d'un air grave, celles du secrétaire général de l'OTAN et des ministres européens. On comprend, en gros, que les nôtres (les forces du bien) se battent contre les autres (les forces du mal) et que de toute façon cela reste très loin d'ici. On retiendra cette anecdote d'une vidéo diffusée par l'Agence France Presse et titrée *Slaviansk pi-*

lonnée par les séparatistes; lorsqu'il devint évident que c'était au contraire l'armée ukrainienne qui «pilonnait», le titre fut corrigé en un discret *Slaviansk touchée par des tirs de mortier* – ce qui n'empêcha pas le premier titre mensonger de continuer à se répandre sur internet.

Une deuxième réflexion concerne l'indifférence, le désintérêt, le manque d'empathie que manifeste le citoyen occidental moyen face à ce conflit. On s'émeut du sort de tribus de sauvages à l'autre bout du monde, on s'indigne quand une romancière anglaise mange un lapin ou quand un jeune désœuvré maltraite un chat, mais on ne réagit pas en voyant nos semblables s'entretuer sur notre propre continent, détruire des maisons, des églises, des villages, des villes.

Cela nous amène à cette troisième réflexion: ce conflit est stupide! A l'heure où l'Europe occidentale ploie sous l'invasion de cultures et de religions exotiques, des gens qui vivent dans des régions épargnées, qui partagent une origine commune et des langues très proches, ne trouvent rien de mieux que de se faire la guerre. Des «nationalistes» venus de l'Ouest, prétendant défendre l'Europe traditionnelle, se battent rageusement contre des cosaques venus de l'Est, véritables incarnations de l'Europe la plus traditionnelle. Des accusations de «fascisme» fusent de part et d'autre. On veut bien croire que des Etats étrangers ont engagé en Ukraine des profes-

sionnels de la manipulation et de la subversion; cela n'excuse pas ceux qui se laissent manipuler et subvertir. Le résultat est un gâchis innommable.

La dernière réflexion porte sur la rapidité fulgurante avec laquelle ces événements ont dégénéré: en six mois à peine, de simples manifestations de rue ont débouché sur un conflit armé. Pas une *cyberguerre*, mais une guerre «classique», territoriale, avec des soldats, des blindés, des avions, des bombes, des morts civils et militaires, des habitants qui fuient en masse. Il y a six mois, personne n'imaginait un tel scénario. Il faudra y repenser à chaque fois que de pontifiants politiques nous répéteront que *l'Europe vit en paix*, et à chaque fois que de fins stratèges nous exposeront leurs théories de *montée en puissance*, arguant qu'aucune menace ne pèse actuellement sur notre pays et que, si une telle menace survenait, notre armée aurait plusieurs années pour retrouver les capacités d'action qui lui manquent.

Pollux

¹ www.lecourrierderussie.com/dossiers/sud-est-ukrainien

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ICM Imprimerie Carrara, Morges

ISSN 1013-5057

Courriel: courrier@pamphlet.ch

En direct de Sirius

Pour en finir – enfin! – avec le Six Juin?

En a-t-il fallu des simagrées pour occulter la rage des vrais peuples aux élections «européennes» et pour masquer les déconvenues de Syrie et d'Ukraine! La soixante-neuvième Saint Six-Juin tombait à point nommé pour sidérer des ouailles qui commençaient à présenter des signes d'insoumission. Comme jadis, on n'avait pas lésiné sur les moyens. Sur les télévisions, dès la nuit tombée, la France subissait des bombardements massifs – en technicolor ou colorisés – pour expliquer une fois pour toutes, avec pédagogie, où naquit le Bien. Sur le terrain, des micros-trottoirs happaient des chers petits qui se détournèrent à peine de leurs consoles pour débiter des ânonneries sur «le jour où que-heuh Hitlèreheuh il a perdu la guèreuh?».

Quarant'quat¹, ils savaient plus très bien si ça suivait Quatorze ou s'il n'y aurait pas des fois Versailles entre. Ça sonnait vague, mais c'était pas si grave; ils venaient d'un peu partout pour être au bon air de la mer. A l'arrière-plan, le pépé et les parents souriaient gentiment; un peu déçus de ne pas dire bonjour à la caméra. Le *Figaro Magazine* avait choisi d'exhumer une presque douzaine de revenus intacts qu'ils avaient contraints d'endosser des répliques repassées de leurs tenues d'alors. C'était beau comme le musée Grévin. Bien sûr, il avait fallu reprendre dans le dos avec des épingles et en étayer quelques-uns. Mais ces survivants d'une pièce avaient l'air si contents d'endosser à nouveau leurs habits de casse-pipe. De Gaulle avait raison: la vieillesse est un naufrage. Et Madame de la Bastide – qui s'y connaît en courage – me souffla: «Ceux-là, c'est surtout ceux qui se sont couchés très vite... Les autres ne sont pas revenus.» Pour faire bon poids, on rameuta un gentil Allemand. Au pont de Bénouville, il avait lâché une fusée et s'était esbigné en y gardant la vie; les grenades au phosphore des commandos des planeurs firent un sort à ses camarades. La veille du 6, le Hollandissime monta aux excès de table pour déjeuner avec la reine Elizabeth, dîner avec Obama puis souper avec Poutine – les deux derniers ne pouvant momentanément pas se voir. Et en dépit de ses 88 (aïe!) ans, Sa Gracieuse Majesté fut tout de même admise aux «festivités» du lendemain. Ma'ame Merkel aussi était venue... pour faire vaincue. Le show 2014 de l'*invasion* (si-si!: ...of combined allied forces) menée à bien septante ans plus tôt par les Anglo-Américains – admise aussi comme telle par la *Wehrmacht*, chez qui «débarquement» se prononçait pareillement «*Invasion Front*» – fut donc festif et convivial. Burlesque aussi, lorsque le chef des armées succéda au président américain derrière un pupitre sans artifice compensatoire... En contreplongée, la paire d'énormes micros blancs qui lui masquait les carreaux des bajoues aux sourcils lui donna une touche à décorer la soute d'une forteresse volante: Mickey au front!

Comme il est trop tôt pour laisser reposer les sacrifiés, je vous parle, à mon tour, d'un héros d'Omaha.

Miaulant, sifflant, chuintant, les projectiles divers croisaient avec grâce leurs trajectoires. En y ajoutant les avions d'attaque au sol et les bombardiers tout en haut, l'air

était presque solide au-dessus du soldat. Derrière sa mitrailleuse, il tirait sous l'orage de ferrailles qui lui voulaient du mal. Avec cette envie sourde de demander qu'il y en eût un peu pour les autres, aussi, car le 23, il espérait bien entrer dans sa vingt-deuxième année. Il ne s'interrompait que pour changer de bande ou permuter les tubes. Autour de lui, comme en face, l'élément humain fondait au gré des projectiles. Mais pour les munitions, ça allait bien. La densité de feu qu'il avait à subir était inimaginable, rendant surréaliste l'idée même de désobéir. En dix heures de feu soutenu, alternant entre sa mitrailleuse et son fusil, le mitrailleur finit par épuiser ses 12 500 coups. Les âmes de ses tubes étaient lisses depuis longtemps, ce qui, à courte portée, avait rendu les blessures plus redoutables encore. Mais le caporal Heinz Severloh¹, avait tenu le WN 62; le dernier point d'appui à tomber à Omaha. Puis il décrocha et survécut à la guerre. «Vous dites?... Pas le bon héros? Oh!? Pardonnez-moi...»

J'aime faire les courses quand il fait beau...

... Je croise sur mon chemin des flopées de petits lapins qui courent, qui courent... Ceux de mon âge sont souvent en bandes (de soutien réciproque?). Je souhaite le bonjour à leur chef de file. «Bonjour», me répond-il entre deux ahanements, jetant un œil inquiet à son ordinateur de poignet qui lui confirme que sa tension et son rythme cardiaque sont encore loin du rouge critique. J'observe tous ces visages de souffrance heureuse, leurs yeux voilés éperdus de bonheur physique. Quelques mètres plus loin, je croise, à l'occasion, l'un de ces sexagénaires

qui s'est arrêté pour vomir... Lorsque parfois il choit – ce qui est assez rare car leur centre de gravité est en général au niveau des jumeaux –, sa tête sur le bitume rend un bruit de coque vide – ce qui est normal car son cortex, à force d'ébranlements, est descendu dans ses chaussettes. Je continue mon chemin, le laissant décéder de la mort qu'il s'est choisie, heureux, les naïkes en l'air, abandonné de Nikè. Il m'arrive aussi, à l'occasion, de faire place à un trio de jeunes filles sautillantes, i-podisées, que pour rien au monde je ne voudrais disloquer... elles ont tout leur avenir devant elles pour ça. Quand la jeune fille est seule et jolie, je lui souhaite également le bonjour, rien que pour l'entendre ne pas me répondre, car, par réflexe, elle craint l'intérêt que je pourrais porter à son genre. Et puisque nous voilà au genre, j'ignore volontiers les petits gays, parce que je leur trouve... mauvais genre. Mon voisin un peu plus âgé monte au pas, en danseuse macabre – mais à vélo de course – le raidillon final, parvenant *in extremis* à ne pas se répandre en route, et gravit, jambes flageolantes, les derniers mètres jusqu'au seuil salvateur de chez lui. Et me voilà, commissions faites, rendu à mon havre de paix. J'ai acheté des pommes parce que «une par jour tient le médecin à distance»... «surtout si vous visez bien», aurait précisé Churchill dans un de ses trop rares moments de sobriété.

Max l'Impertinent

¹ Helmut Konrad von Keusgen: *Point d'appui WN 62 – Omaha Beach*, ISBN 2-84048-196-0, pp. 85-119.

Mots interdits

Ainsi que nous le signalons de plus en plus souvent à nos lecteurs, la liberté d'opinion et d'expression est menacée jusque dans l'emploi des mots les plus courants et les plus anodins. Aussi ai-je décidé d'introduire cette nouvelle rubrique «Mots interdits», dans laquelle nous signalerons les abus de la bien-pensance à l'égard des audacieux qui osent encore appeler un chat un chat. (M.P.)

Le conseiller national UDC zuricois Toni Bortoluzzi estime – et dit publiquement par l'intermédiaire du bimensuel *Beobachter* – qu'il faut considérer, **en matière de droit de la famille**, deux groupes de personnes qui ne doivent pas être traitées de la même façon: les «déviant»¹, homosexuels, lesbiennes, individus qui vivent seuls ou changent régulièrement de partenaires d'une part et les «normaux», les «naturels», à savoir les couples hétérosexuels d'autre part.

Tollé habituel chez les partisans de la «tolérance» et du «respect», qui dénoncent hystériquement les affirmations «déplacées et stupides», les commentaires «blessants et dangereux» de l'abominable homophobe.

Le simple fait que le conseiller national classe parmi les «mal orientés» les gens qui vivent seuls suffit à prouver qu'il n'y a pas d'homophobie dans ses propos et que son seul souci est de favoriser les couples qui sont naturellement aptes à fonder des familles. Où est le mal? Et pourquoi n'aurait-il pas le droit de le dire?

L'association d'homosexuels Pink Cross, qui, modèle de tolérance, envisage de porter plainte contre le fauteur de trouble, nous apporte la réponse par la voix de son directeur Bastian Baumann: «Celui qui traite les homosexuels de «pas naturels» n'a pas assez fait attention aux cours de biologie. De nos jours, les scientifiques ont recensé plus de 1500 espèces animales ayant un comportement homosexuel.»

Si Monsieur Baumann était bien renseigné, il saurait que les scientifiques ne savent pas exactement combien il y a d'espèces animales sur terre, situent leur nombre dans une fourchette allant de plusieurs millions à plusieurs dizaines de millions et reconnaissent n'en avoir recensé que moins de deux millions, au regard desquels, néanmoins, les mille cinq cents espèces homosexuelles évoquées ne font qu'accentuer le caractère minoritaire, pour ne pas dire hors normes, des comportements «désorientés».

Il paraît que les mantes religieuses et les araignées tuent parfois leur mâle après l'accouplement. Ce comportement «naturel» devrait-il donc être considéré comme normal dans les sociétés humaines?

Mariette Paschoud

¹ A noter que le mot «*fehlgeleitet*» utilisé en réalité par Toni Bortoluzzi fait plutôt allusion à une «erreur d'aiguillage» et n'a pas le sens péjoratif qu'on tente de lui donner et qui explique le mot «déviant» choisi abusivement par la presse romande.

Une monarchie sans avenir

« Il y a des choses dans la vie qui ne sont réussies que parce qu'elles n'ont pas de prolongements. Elles valent par l'instant où elles furent. »

Raymond Guérin

La monarchie espagnole actuelle n'est pas la monarchie anglaise. Celle-ci peut déployer ses fastes, la reine peut ne pas abdiquer malgré son grand âge; celle-là doit se montrer prudente et sobre sauf à encourir la critique d'une opinion publique sourcilieuse, et l'usage de l'abdication répond chez elle à une nécessité originelle: ne pas évoquer par là son caractère sacré auquel tient la monarchie anglaise. Pourquoi ces différences puisque l'une et l'autre s'affirment respectueuses de la démocratie moderne, se soumettent à son esprit et admettent tous ses principes, jusqu'à l'origine populaire du pouvoir?

Une religion les sépare: la monarchie anglaise est protégée par ses liens ancestraux avec les loges maçonniques et elle suit leurs obédiences; l'autre s'affirme officiellement catholique tout en acquiesçant aux mêmes diktats occultes. L'une est en parfait accord avec ses références les plus hautes, alors que l'autre ne cesse de dissimuler une mauvaise conscience qui finira par la perdre. D'où l'écart très visible dans la vie publique de leurs mœurs, somptuaires entre autres.

Juan Carlos, qu'il le veuille ou non, est l'héritier du franquisme, car sans le choix personnel du Caudillo, non suivi sur ce point par tous les membres du parti franquiste, il n'aurait jamais accédé au trône de son

grand-père, le roi Alphonse XIII. Les liens entre le franquisme et la famille des Bourbons d'Espagne, fort ténus – ils empêchèrent l'accès au trône du propre fils du dernier roi d'Espagne, Don Juan de Bourbon y Battenberg, comte de Barcelone et père de Juan-Carlos – ne tinrent qu'à un fil: l'habileté manœuvrière des héritiers d'Alphonse XIII liée au souvenir encore vivace de la guerre civile de 1936-1939.

Une fois installé au pouvoir, le roi d'Espagne, qui avait en fait hérité des pouvoirs du Caudillo et non de son grand-père, s'empressa de les conférer au peuple espagnol en restaurant la démocratie partitocratique, souhaitée par les républicains. La tentative de coup d'État du colonel Tejero en 1981 fut pour lui une occasion inespérée de rompre ouvertement avec le franquisme dans un esprit, au fond, parfaitement républicain!

C'est sur le terrain des mœurs privées de ce prince que la contradiction apparaîtra assez vite au grand public: le roi eut des maîtresses comme les anciens monarques absolus des anciens régimes, et il avait des goûts de luxe comme eux aussi, dont la chasse. Le sang trahissait un certain manque de sincérité du discours politique officiel chez ce prince.

Je ne dis pas que le roi mentait dans ses choix politiques et idéologiques, ni qu'il était nécessairement opportuniste (comme le fut en France un Bernard Tapie). Juan Carlos tentait de concilier dans sa personne deux héritages contradictoires: une habitude mondaine et ancestrale de l'exercice du pouvoir au plus haut niveau de l'État, lieu où il se sent parfaitement à son aise, et sa croyance,

à la fois mondaine et naïve, qu'une option démocratique moderne affichée pouvait trouver un accord harmonieux avec des mœurs princières privées héritées de la monarchie absolue d'ancien régime!

La démocratie moderne peut être fort laxiste en morale et elle le démontre, mais elle reste plus que puritaine lorsque des interdits de cette nature, ou même de simples écarts, touchent des personnes que leur rang de naissance lui rendra toujours suspectes, à moins que ces personnes soient elles-mêmes affiliées ou proches de loges maçonniques, ce qui est le cas de la monarchie anglaise.

Philippe VI pourra sans doute prolonger cette équivoque; il ne le fera avec succès qu'en affichant un « puritanisme » dangereusement ignoré par son père. Néanmoins, sa position sera encore plus fragile que celle de Juan Carlos: à faire tant de cas des impératifs démocratiques et à se comporter d'entrée de cause en coupable présumé, pourquoi ne pas couronner tout simplement de tels impératifs moraux par une république? C'est ce que pensent beaucoup d'Espagnols, qui le font déjà savoir publiquement. Ils sont en un sens plus conséquents que leurs princes...

Une monarchie catholique n'a de titre durable à l'existence qu'en offrant des limites à l'arbitraire démocratique moderne. Or ce sont ces limites mêmes que rejette l'actuelle monarchie espagnole. Cette monarchie s'est donc déjà intérieurement ralliée à l'esprit républicain, démocratique et laïciste moderne. Sa cause est donc perdue.

Michel de Preux

Bricoles

Mauvaise foi

Au cas où vous penseriez que la « libération », en 2003, de l'Irak par les USA et leurs alliés européens serait à l'origine du chaos qui règne depuis lors dans le pays et qui culmine maintenant avec la guerre civile en cours, vous n'avez rien compris. L'ancien premier ministre Tony Blair, qui entraîna la Grande-Bretagne dans l'aventure pour complaire à son ami George W. Bush, est formel: le dictateur Saddam Hussein, dont l'assassinat judiciaire fut, paraît-il, une délivrance pour les Irakiens, aurait été renversé de toute façon dans le cadre du Printemps arabe – dont tout le monde sait qu'il fut spontané et porteur d'innombrables avantages pour les peuples précédemment soumis à l'arbitraire de tyrans sanguinaires, la Tunisie, la Libye et l'Égypte en étant de parfaits exemples; la Syrie n'attendant plus que la victoire des jihadistes pour en être un autre. L'Irak n'aurait donc pas pu connaître un destin différent. Ce doit être vrai, puisque Monsieur Blair, dont la clairvoyance n'est plus à démontrer, nous le dit.

Il y a belle lurette qu'on n'attend plus des politiciens qu'ils assument leurs responsabilités. Mais on les souhaiterait plus discrets et moins culottés.

Poudre aux yeux

Il paraît que le nombre d'interruptions de grossesses est en diminution constante en Suisse. On s'en réjouirait si la chose était avérée. Mais il est évident que les chiffres publiés

par l'Office fédéral de la statistique ne peuvent pas tenir compte du nombre d'avortements imputables à la prise de la « pilule du lendemain », qui empêche la nidation et s'obtient en pharmacie sans difficulté. De nombreuses femmes se débarrassent ainsi en toute ignorance et, par conséquent, en toute bonne conscience d'enfants déjà conçus, qui, par la force des choses, n'apparaîtront jamais dans les statistiques.

Qu'on cesse donc de nous raconter des calembredaines!

Astuce

C'est Edmond Pittet, directeur des pompes funèbres générales de Lausanne qui l'a, nous dit-on, raconté à l'occasion d'une journée de formation sur le thème « célébration du mariage et des funérailles dans un contexte interreligieux »: le mari musulman d'une femme chrétienne est décédé dix ans avant son épouse et a été enterré selon les rites de l'islam. Au moment de son propre décès, la femme a été incinérée après un service funèbre chrétien, ainsi qu'elle en avait exprimé le désir. Le problème est qu'elle souhaitait partager la tombe de son mari, alors que l'islam ne pratique pas l'incinération. Qu'à cela ne tienne: les cendres de la défunte ont été déposées au jardin du souvenir et l'urne vide dans la tombe du mari...

Je ne voudrais pas choquer les adeptes du dialogue interreligieux, mais je trouve ça ridicule et malhonnête.

Droits violés?

On apprenait le 20 juin que sept soldats valaisans et fribourgeois se plaignaient du comportement de certains de leurs officiers, qui s'étaient moqués d'eux parce qu'ils avaient demandé la permission d'assister à la messe la veille, jour de la Fête-Dieu.

Si c'est vrai, c'est un scandale quand bien même de tels comportements sont exceptionnels selon un aumônier. Mais, dans la mesure où aucune suite disciplinaire n'a été donnée à cette affaire, on laissera aux officiers incriminés le bénéfice du doute.

L'armée reconnaît les jours fériés chrétiens, juifs et musulmans. Je doute qu'on entende jamais des soldats juifs ou musulmans se plaindre d'avoir fait l'objet des moqueries de leurs supérieurs pour avoir demandé à participer à un service religieux.

Par ailleurs, je déconseille formellement aux soldats catholiques qui jugent que l'armée a violé leurs droits de répondre à l'offense par une quenelle...

M. P.

Vacances

Nous rappelons à nos fidèles lecteurs que le *Pamphlet* ne paraît pas en juillet et août. Très bon été et rendez-vous en septembre.

La rédaction

La politique du pire

Le Conseil fédéral a choisi la ligne «dure» en matière d'immigration, afin, dit-il, de se conformer à la volonté populaire exprimée le 9 février: rétablissement des contingents et probable impossibilité de maintenir les accords bilatéraux. A l'évidence, le gouvernement est convaincu que l'Union européenne refusera de négocier, que la situation ainsi créée sera catastrophique et que le peuple réclamera d'urgence une nouvelle votation pour annuler les effets de la précédente.

C'est aussi le cas des principaux partis gouvernementaux, PS, PLR et PDC, qui comptent sur l'intransigeance de l'UE pour nous imposer une nouvelle votation.

Il existe pourtant deux autres solutions.

L'une d'entre elles consiste à fixer des contingents *fantômes* comme dans le domaine de l'asile. Vous ignorez ce qu'est un contingent *fantôme* pour les réfugiés? Cela consiste à établir des quotas pour les réfugiés admis, alors qu'en vertu du droit international on ne refusera pas l'asile à une per-

sonne qui y a droit, même si le quota est atteint.

Sur ce modèle, on pourrait fixer des contingents *fantômes* pour toutes les catégories d'étrangers et ne refuser aucune autorisation à un employeur qui ferait la démonstration de son besoin, en vertu du principe de l'égalité de traitement, même si le quota est atteint.

De même, en vertu des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit à la vie de famille, on ne refusera pas le regroupement familial aux vieux parents d'un travailleur immigré, à son épouse, à ses enfants, ses oncles, tantes et cousins, même si ceux-ci vont probablement s'inscrire à l'aide sociale. Dans ce cas, c'est encore plus simple. Le Conseil fédéral n'utilisera pas de contingents *fantômes*, il n'y aura pas de contingents du tout.

La deuxième solution consisterait à dénoncer l'Accord sur la libre circulation et les accords connexes atteints par la fameuse clause guillotine, de n'accorder des autorisa-

tions qu'en cas de besoin démontré, de rétablir la préférence locale (qui comprend tous les étrangers déjà titulaires d'un permis) et de cesser de croire naïvement que le *développement* passe nécessairement par une augmentation du nombre des habitants.

Cette hypothèse, bien entendu, implique de nouvelles négociations avec les membres de l'Union européenne, mais ces derniers (et notamment les Etats limitrophes) ont un intérêt évident à ne pas fermer la porte à toute discussion, la Suisse étant un important employeur pour nombre de Français, d'Allemands et d'Italiens, ainsi qu'un client important.

Mais si le Conseil fédéral veut jouer la politique du pire en spéculant sur l'impossibilité d'engager de nouvelles négociations en vue de nouveaux accords, aux fins d'imposer au peuple une nouvelle votation pour annuler la précédente, il s'engagera sur une voie à la fois peu démocratique et dangereuse.

Claude Paschoud

Devoir de mémoire

On a commémoré cette année le septantième anniversaire du débarquement allié sur les plages de Normandie et, à Oradour-sur-Glane, le massacre tragique le 10 juin 1944 de toute la population, y compris des femmes et des enfants réunis dans l'église et brûlés vifs par les hommes d'une division de la Waffen-SS.

Les enfants des écoles avaient été dûment chapitrés sur les vertus des Alliés, venus libérer l'Europe de la barbarie, et sur la reconnaissance éternelle que nous devons aux gentils Américains, modèles de bienveillance, messagers de libertés et d'abondance, grâce à qui l'hydre nazie avait été terrassée, à notre plus grand bénéfice.

Il aurait été malséant de rappeler, lors de ces joyeuses commémorations, que les Alliés s'étaient rendus coupables de nombreux crimes de guerre et d'impardonnables crimes contre l'humanité, par les bombardements au phosphore de villes allemandes peuplées de civils et d'hôpitaux, par le lâcher de bombes atomiques sur le Japon sans nécessité stratégique ou par le viol et le massacre de populations civiles dans les territoires occupés après la fin de la guerre, tous ces crimes demeurant bien entendu impunis à ce jour.

Il eût été mal vu, de même, d'évoquer les découvertes d'un chercheur indépendant sur le drame d'Oradour, découvertes qui mettent en cause la Résistance locale, laquelle avait

vraisemblablement transformé le clocher de l'église en arsenal secret, bourré de bombes au phosphore et d'autres munitions dont l'explosion causa la mort des femmes et des enfants regroupés en ce lieu.

Les gardiens de la Mémoire officielle ont préféré truquer les témoignages, dont celui de Mme Rouffanche, à deux reprises, pour conserver le mythe d'une innocente population massacrée sans raison par les méchants Boches.

De même, on continuera à enseigner aux petits enfants des écoles que les Américains ne nous ont pas *envahis et occupés* dès 1944, mais *libérés*, qu'ils agissaient ainsi non pas dans leur propre intérêt mais dans le seul but de nous être agréables.

Ce qu'il y a de bien, dans une telle lecture de l'Histoire, c'est qu'elle justifie toujours au cours des siècles l'intervention des forces du Bien contre celles du Mal, non seulement en Europe mais aussi en Irak, en Afghanistan, en Serbie, en Afrique et partout dans le monde.

Grâces soient rendues au devoir de mémoire!

C. P.

Les nouvelles aventures...

Toujours plus...

A la suite de l'attentat commis à Bruxelles contre le musée juif par un islamiste radical, le Congrès juif mondial s'est interrogé, comme il se doit, sur les causes de l'événement. Comme il se doit aussi, il a attribué cette attaque à un manque d'éducation en ce qui concerne la Shoah, lacune qui expliquerait que les citoyens européens ne comprennent pas bien ce qu'a été l'Holocauste et ne fassent pas la différence entre ce dernier et la situation des Palestiniens, victimes qu'ils sont de la désinformation.

On se permettra de remarquer que si le matraquage holocaustien que les citoyens européens ont subi au long des dernières décennies n'a pas porté ses fruits, c'est qu'il faudrait peut-être trouver autre chose pour lutter contre la «désinformation» et que le recours à la vérité ne serait pas forcément une mauvaise idée. Bien entendu, cette méthode serait sans effet sur des «citoyens européens» du genre de Mehdi Nemmouche, auteur de l'attentat de Bruxelles. Mais elle présenterait l'avantage de mettre fin à l'agacement croissant de nombreux authentiques citoyens et futurs citoyens européens face au bourrage de crâne rebaptisé «édu-

cation» qui leur est infligé par les officines israéliennes de toutes sortes, ce qui, à terme, serait tout bénéfique – moral et non financier, évidemment – pour les juifs de nos contrées, lesquels, pour la plupart, demandent simplement qu'on les laisse vivre en paix.

Sic transit...

Conçu par l'architecte américain Peter Eisenmann pour durer mille ans et destiné, selon son constructeur Bodo Rothert, à durer autant que les pyramides d'Egypte, le *Mémorial aux juifs assassinés d'Europe* de Berlin, inauguré en 2005 et composé de deux mille sept cent onze stèles de béton, est en voie d'effondrement. A qui la faute? Les protagonistes se renvoient la balle, mais tout le monde semble d'accord pour dire que le climat, commode bouc émissaire, y est pour beaucoup, ce qui veut dire que personne, apparemment, n'avait tenu compte de ce facteur dans l'élaboration et la réalisation du projet.

A part ça, mieux vaut ne pas se risquer à donner à ce désastre une valeur symbolique.

M. P.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Il est heureux que l'ancien président de la Confédération Adolf Ogi ait remis à sa place l'insupportable et arrogant ancien président de la République française Nicolas Sarkozy – qui se mêlait de critiquer les institutions suisses au lieu de s'occuper de ses affaires – et on regrette presque que la presse n'ait eu à reporter que des propos somme toute courtois.» Dites: «Il est heureux que l'ancien président de la Confédération Adolf Ogi ait remis à sa place l'insupportable et arrogant (...) Nicolas Sarkozy (...) et on regrette presque que la presse n'ait eu à rapporter que des propos somme toute courtois.»

Le pinailleur